Anabases

Traditions et réceptions de l'Antiquité

4 | 2006

Varia

L'Action française et le Cercle Fustel de Coulanges à l'école de l'Antiquité (première moitié du xx^e siècle)

Catherine Valenti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anabases/2946>

DOI : 10.4000/anabases.2946

ISSN : 2256-9421

Éditeur

E.R.A.S.M.E.

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2006

Pagination : 49-64

ISSN : 1774-4296

Référence électronique

Catherine Valenti, « L'Action française et le Cercle Fustel de Coulanges à l'école de l'Antiquité (première moitié du xx^e siècle) », *Anabases* [En ligne], 4 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 20 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anabases/2946> ; DOI : 10.4000/anabases.2946

L'Action française et le Cercle Fustel de Coulanges à l'école de l'Antiquité (première moitié du XX^e siècle)

CATHERINE VALENTI

S'IL EST INUTILE DE PRÉSENTER l'Action française, il n'en va pas de même pour le Cercle Fustel de Coulanges, organisation sans doute moins connue aujourd'hui que la ligue monarchiste de Charles Maurras, avec laquelle elle a pourtant entretenu des liens relativement étroits pendant la période de l'entre-deux-guerres. Fondé à l'automne 1926, le Cercle Fustel de Coulanges regroupe principalement des enseignants du secondaire et du supérieur, réunis par la volonté de réformer l'enseignement en France : l'école républicaine en effet serait devenue une entreprise de démolition de la nation, la source du mal résidant selon eux dans « une apologie, une glorification de l'esprit révolutionnaire qui ne va pas [...] sans le dénigrement systématique de tout l'esprit national et même humain ¹ ». L'arrivée au pouvoir du Cartel des Gauches en 1924 a accéléré la prise de conscience de ces enseignants nationalistes. C'est Édouard Herriot qui cristallise particulièrement leurs critiques, responsable à leurs yeux des trois maux dont l'école aurait commencé à souffrir à partir du milieu des années 1920 : l'enseignement du pacifisme le plus utopique, la décadence des études classiques et, par là même, celle de l'enseignement secondaire, enfin la préparation, « au moyen du projet démagogique de l'école unique, de l'entière sujétion de la jeunesse française à l'État politicien ² ». Le Cercle se veut ainsi « un centre de résistance active contre tous ceux qui ont entrepris de se servir de l'École pour dissoudre la nation ³ ».

¹ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 1^{re} année, n° 1, octobre 1928.

² *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, nouvelle série, 1^{re} année, n° 1, décembre 1953.

³ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 5^e année, n° 6, juillet 1933.

Cette dénonciation de l'enseignement républicain, du primaire au supérieur, et en particulier de l'enseignement de l'histoire, rejoint un constat dressé par l'Action française dès le début du XX^e siècle, constat qui avait abouti en 1906 à la création d'un Institut d'Action française⁴. Le but de l'Institut, clairement affiché par ses fondateurs, était de gagner la jeunesse des écoles et des lycées à un autre idéal, « capable de contre-carrier celui de l'école de la République⁵ ». L'Action française ne pouvait donc que saluer la création en 1926 du Cercle Fustel de Coulanges, d'autant plus que les membres du Cercle se réclament ouvertement de la pensée maurrassienne : ils se présentent dans le premier numéro des *Cahiers* du Cercle, qui commencent à paraître en 1928, comme un groupe d'universitaires « dont le nationalisme intégral a été l'initiateur⁶ ». Dans le même numéro est reproduit un discours de Louis Dunoyer, professeur en Sorbonne et président du Cercle, qui fait l'éloge de la doctrine politique de Charles Maurras, « dont la pensée est pour nous, dans l'ordre politique et social, le guide le plus sûr⁷ ». Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les membres du Cercle sont idéologiquement très proches de la Ligue d'Action française, même si le Cercle entend conserver sa liberté politique, comme le précise Louis Dunoyer lors du banquet de 1929 : « Le Cercle Fustel de Coulanges, quelle que soit la force des liens intellectuels qui le rattachent à l'Action française, ne saurait être un organisme politiquement lié à l'Action française⁸. » Toutefois en 1937 Louis Dunoyer lui-même affirme de nouveau que « sans la pensée et l'action maurrassienne, le Cercle Fustel de Coulanges tel qu'il existe n'aurait jamais pris naissance⁹ ». Jusqu'en 1939, Maurras assiste à diverses reprises au banquet annuel du Cercle Fustel de Coulanges, qui se tient en général au mois de juin. S'il ne peut pas y être présent en personne, il envoie une lettre de soutien lue au début du banquet.

Outre l'idéologie du nationalisme intégral, c'est évidemment aussi et surtout la figure tutélaire de Fustel de Coulanges qui rapproche l'Action française du Cercle éponyme. C'est en 1905 que l'Action française s'est annexé, de façon certainement abusive, l'héritage de l'auteur de la *Cité antique*, célébrant avec fracas le soixante-quinzième anniversaire de la naissance de l'historien¹⁰. Louis Dimier, secrétaire général de l'Institut d'action française, qui a eu l'idée de la commémoration de 1905, rappelle dans ses souvenirs que Fustel de Coulanges tenait le premier rang des écrivains dont les

⁴ François HUGUENIN, *À l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1998, p. 83-85.

⁵ Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2004, p. 22.

⁶ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 1^{re} année, n° 1, octobre 1928.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 1 et 2, octobre 1929.

⁹ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 9^e année, n° 3, janvier 1937.

¹⁰ Cf. Charles MAURRAS, *La bagarre de Fustel*, Paris, Librairie de France, coll. Les Cahiers de l'Occident, 1926, et François HARTOG, *Le XIX^e siècle et l'histoire : le cas Fustel de Coulanges*, Paris, PUF, 1988.

ligueurs d'Action française avaient coutume de citer les écrits lors de leurs discussions politiques au café de Flore, et ce « à cause de son patriotisme historique, et de sa réfutation des théories germanistes touchant l'origine de nos institutions ¹¹ ». Ce qui séduit l'Action française en effet, c'est que les recherches de Fustel – et notamment son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France* – ont confirmé, « leçon essentielle, la primauté de la continuité latine sur la mythologique origine germanique dans l'histoire de France ¹² ». Ce sont les mêmes raisons qui poussent certains enseignants nationalistes à se placer à leur tour en 1926 sous le patronage de Fustel de Coulanges. Georges Cantecor, l'un des fondateurs du Cercle, justifie ainsi en 1930 le choix du parrainage posthume de Fustel dans un article intitulé « L'intérêt national de l'œuvre de Fustel de Coulanges » : l'*Histoire des institutions politiques* a permis de dégager quelques grandes vérités historiques qui peuvent aider les pédagogues « à éclairer et à fortifier le patriotisme de la jeunesse » ; trois des principales conclusions de Fustel sont en particulier à méditer : il n'y a pas eu de conquête de la Gaule par les barbares, pas de germanisation de la Gaule romaine, enfin le régime féodal n'est pas une importation germanique mais le terme de la transformation spontanée du monde gallo-romain ¹³.

Ce thème de la continuité latine par-delà les invasions germaniques du ^v^e siècle est au cœur de la pensée de l'Action française et du Cercle Fustel de Coulanges. Elle explique le choix de la figure tutélaire de Fustel dont les conclusions concordent avec la vision que l'extrême droite se fait du passé national. Cette conception de l'histoire de France, en contradiction avec les conclusions de l'histoire romantique reprise par les historiens républicains, nourrit enfin une constante opposition au régime de la III^e République, dans sa politique scolaire comme dans sa politique étrangère.

I. L'héritage latin au cœur de la pensée d'Action française

L'Antiquité gréco-romaine est au cœur de la pensée et de l'œuvre de Charles Maurras ¹⁴. C'est au cours d'un voyage à Athènes effectué en 1896 que sa doctrine prend forme et que l'Antiquité se dévoile à lui sous son aspect politique ¹⁵. Au début du mois de mars 1896, Charles Maurras s'embarque en effet à Marseille pour un voyage

¹¹ Louis DIMIER, *Vingt ans d'Action française et autres souvenirs*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1926, p. 85.

¹² François HUGUENIN, *À l'école de l'Action française*, op. cit., p. 104.

¹³ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 5, mai 1930.

¹⁴ Cf. Aurélien VALETTE, *L'Antiquité gréco-romaine au cœur de l'œuvre et de la pensée de Charles Maurras*, mémoire de maîtrise sous la direction de Jean RIVES, université de Toulouse-Le Mirail, 1996.

¹⁵ Benoît AUBERTIN, *Anthinéa, une œuvre majeure dans l'élaboration de la pensée maurrassienne*, mémoire de maîtrise sous la direction de Pascal PAYEN, université de Toulouse-Le Mirail, 2001, p. 77.

qui doit le mener jusqu'en Grèce : il est mandaté par Gustave Janicot, directeur de la *Gazette de France*, qui l'a chargé de « couvrir » pour son journal les premiers jeux Olympiques de l'ère moderne ressuscités par le baron Pierre de Coubertin ¹⁶. À 28 ans, c'est la première fois que Maurras quitte la France, et son exaltation est grande : alors que son périple se limite à l'aller-retour entre Marseille et le Pirée, et bien qu'il soit censé rendre compte avant tout d'un événement sportif, Maurras baigne dans une atmosphère traditionnelle, « celle du très classique itinéraire de Paris à Jérusalem ¹⁷ ». Sa première lettre à la *Gazette de France* est une ode à la Méditerranée, *mare nostrum*, « le cœur du monde classique, patrimoine du genre humain ¹⁸ ». Maurras se considère comme un nouvel Ulysse – c'est d'ailleurs l'*Odyssée* d'Homère qui, pendant le voyage, lui sert de livre de chevet ¹⁹. Dans chacun des dix articles adressés à la *Gazette de France* – partiellement repris dans son ouvrage *Anthinéa. D'Athènes à Florence* en 1901 – Maurras ne cesse d'insister ainsi sur la singularité de la civilisation méditerranéenne, à la fois berceau du classicisme et terreau de l'identité française. Tout autant que d'une découverte de la Grèce en effet, le voyage de 1896 est l'occasion pour Maurras d'une prise de conscience sur laquelle il est lui-même longuement revenu par la suite, datant même de cet épisode sa conversion à l'idée monarchique : il aurait découvert à l'occasion de ces premiers Jeux Olympiques la force du sentiment national chez tous les peuples du monde à l'exception du peuple français ; c'est qu'en quelques décennies à peine, la démocratie française aurait entraîné le pays dans la décadence et le dégoût de soi – de la même façon d'ailleurs qu'à partir du ^v^e siècle avant J.-C., l'instauration d'un système démocratique avait abouti à l'inévitable déchéance d'Athènes ²⁰. La confrontation avec les représentants d'autres nations présentes à Athènes permet aussi à Maurras de préciser ce qui fonde la spécificité française, notamment face aux Anglo-saxons dont il contemple non sans mépris les exploits dans le stade olympique : d'après Victor Nguyen qui a étudié les origines de l'Action française, l'appel à la Méditerranée classique s'avère alors nécessaire pour Maurras, afin de « souligner l'appartenance comme de renforcer l'identité », devant un avenir qui semble voué à la prépondérance des peuples germaniques et anglo-saxons ²¹. Le refus de l'individualisme et du romantisme chez Maurras, son attrait pour les valeurs d'ordre, de rigueur, de raison, de

¹⁶ De ce voyage en Grèce et de ses propres articles à la *Gazette de France*, Maurras tirera plus tard deux ouvrages : un *Voyage d'Athènes* en 1897, et surtout *Anthinéa. D'Athènes à Florence* en 1901.

¹⁷ Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du ^{xx}^e siècle*, Paris, Fayard, 1991, p. 738.

¹⁸ Charles MAURRAS, *Anthinéa. D'Athènes à Florence*, Paris, Librairie Honoré et Edouard Champion, 1920 [1901].

¹⁹ Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action française*, op. cit., p. 739.

²⁰ Charles MAURRAS, *Au signe de Flore. Souvenirs de vie politique*, Paris, G. Crès, 1931, *passim*.

²¹ Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action française*, op. cit., p. 31.

soumission à la règle du classicisme, se trouvent fortement confirmées lors de ce séjour en Grèce. Comme les Grecs anciens, Maurras recherche une réalité qui ne meurt pas. Les Grecs avaient la cité, Maurras « trouve la famille, les corps intermédiaires, la nation ²² », et ressuscite la distinction grecque entre civilisation et barbarie. La distance géographique avec la France lui permet de mieux cerner, de loin, ce qu'il croit être l'histoire nationale française : « Le rassemblement des terres gréco-latines ou gallo-romaines sous l'égide " des quarante rois qui en mille ans firent la France " ²³. » Le séjour en Grèce a ainsi permis à Maurras de préciser avec plus de netteté les idées qui étaient déjà les siennes avant son départ : néoclassicisme et monarchisme, et l'a confirmé dans son anti-germanisme.

Selon Maurras, la Civilisation est l'œuvre des Grecs, et par « Grecs » il faut entendre « Athéniens », ceux de l'Athènes classique du ^v^e siècle avant J.-C. à qui il attribue la naissance de la Raison et du Beau ²⁴. Pour lui, le fait qu'Athènes ait été finalement perdue par la démocratie n'enlève rien à la réalité du « miracle grec » : Maurras « se positionne donc du côté d'Athènes, et d'une Athènes qui efface complètement Sparte ²⁵ », qui l'efface d'autant plus que Sparte à la fin du ^{xix}^e siècle est revendiquée par l'Allemagne, après l'avoir été un siècle plus tôt par la Révolution française ²⁶. Dans un premier temps, cette admiration pour l'Athènes classique semble se faire chez Maurras au détriment de la Rome antique : dans les articles envoyés à la *Gazette de France* en 1896, les Romains sont stigmatisés pour avoir échoué à saisir l'essence même de la culture grecque. Pourtant, dans la préface d'*Anthinéa* en 1901 – ouvrage dans lequel il reprend notamment ses articles à la *Gazette de France* –, Maurras nuance « le jugement négatif qui domine dans le livre en soulignant la filiation culturelle des deux civilisations », la grecque et la romaine ²⁷. En 1915, dans *L'Étang de Berre*, il évoque le « génie helléno-latin ²⁸ », puis élabore la théorie des deux Rome, la Rome antique et la Rome chrétienne : la Civilisation héritée de la Grèce, ce fut « Rome qui la dispersa dans

²² Yves-Marie HILAIRE, « 1900-1945 : L'ancrage des idéologies », dans Jean-François SIRINELLI (dir.), *Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, tome 1, p. 530.

²³ *Ibid.*

²⁴ Charles MAURRAS, « Qu'est-ce que la civilisation ? », dans *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, repris dans Charles MAURRAS, « Civilisation », dans *Œuvres capitales : essais politiques*, Paris, Flammarion, 1954, p. 179.

²⁵ Benoît AUBERTIN, *Anthinéa, une œuvre majeure dans l'élaboration de la pensée maurrasienne*, op. cit., p. 82.

²⁶ Cf. Nicole LORAUX et Pierre VIDAL-NAQUET, « La formation de l'Athènes bourgeoise : essai d'historiographie 1750-1850 », dans Pierre VIDAL-NAQUET, *La Démocratie grecque vue d'ailleurs*, Paris, Flammarion, 1990, p. 161-209.

²⁷ Benoît AUBERTIN, *Anthinéa, une œuvre majeure dans l'élaboration de la pensée maurrasienne*, op. cit., p. 90.

²⁸ Charles MAURRAS, *L'Étang de Berre*, Paris, Flammarion/Champion, 1915, p. 321.

l'univers, d'abord avec les légions de ses soldats et de ses colons, ensuite avec les missionnaires de sa foi chrétienne ²⁹ ».

Or aux yeux de Maurras, la France a été façonnée par cette Rome double qui a recueilli et transmis l'héritage grec ³⁰. C'est l'idée que Maurras résume dans le fameux texte « Barbares et Romains », dans lequel il fait la synthèse entre la Rome antique, celle de l'Empire, et ce qu'il appelle « la Rome des prêtres et des papes » : « Je suis Romain », écrit-il, « parce que, si mes pères n'avaient pas été romains comme je le suis, la première invasion barbare, entre le V^e et le X^e siècle, aurait fait de moi une espèce d'Allemand ou de Norvégien » ; d'autre part, ajoute-t-il en se référant cette fois à la Rome de la papauté, les intérêts du catholicisme romain et ceux de la France se confondent presque toujours, en tout cas ne se contredisent nulle part. Rome « signifie sans conteste la civilisation de l'humanité. Je suis Romain, je suis humain : deux propositions identiques ³¹ ».

L'identité intrinsèque de la France est donc celle de la latinité, qui s'est prolongée ensuite dans l'Église. Être Français, pour Maurras, c'est être le produit d'un composé de romanité et de catholicité. Le nationalisme de Maurras est enraciné dès l'origine dans une certaine vision du Sud, celui de la Provence – les débuts politiques de Maurras se sont faits au sein du Félibrige, mouvement de renaissance provençale dans lequel il a puisé ses idées fédéralistes et décentralisatrices ³² –, de la romanité, de la Méditerranée, contre le Nord censé symboliser le protestantisme, le capitalisme et le romantisme, autant de concepts fermement rejetés par Maurras en ce qu'ils remettent en cause l'ordre classique et menacent l'intégrité de la nation française. « La langue latine et ses langues filles, autant que l'Église catholique, ont été les matrices d'une civilisation ³³ », désormais menacée par de nouveaux barbares qu'il s'agit de repousser.

Cet héritage latin, c'est par les Gaulois qu'il s'est transmis, ou plus exactement par les Gallo-romains, ces Gaulois romanisés garants de la continuité latine depuis l'Antiquité jusqu'à la France contemporaine. Aussi pour l'historien d'Action française Jacques Bainville, la rapide romanisation de la Gaule n'a-t-elle eu que des avantages, en particulier celui de permettre au christianisme de s'y diffuser très tôt : « Ainsi, écrit Bainville, à tous les égards et sous toutes les formes, nous avons eu une avance consi-

²⁹ Charles MAURRAS, « Civilisation », *art. cit.*, p. 179.

³⁰ Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française*, *op. cit.*, p. 17.

³¹ Paru le 15 décembre 1906 dans la revue d'Action française, repris en introduction au *Dilemme de Marc Sangnier*, 1906, dans *La démocratie religieuse*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, p. 26.

³² Sur ce sujet, voir entre autres Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action française*, *op. cit.*, ainsi que Stéphane GIOCANTI, *Charles Maurras, félibre : l'itinéraire d'un chantre*, thèse de doctorat en littérature sous la direction de Louis Forestier, université de Paris IV, 1995.

³³ Michel WINOCK, « L'Action française », dans *l'Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, 1994, p. 130.

dérable sur d'autres pays et nous avons été mis à la tête de la civilisation ³⁴. » « Nous », c'est-à-dire les Français, héritiers directs des Gaulois. Or rien de tout ceci n'aurait été possible si Vercingétorix avait battu César. Il est intéressant d'observer le statut passablement ambivalent dont jouit le chef guerrier gaulois dans l'historiographie d'extrême droite : célébré par Bainville comme le « précurseur de l'indépendance nationale », il fait l'objet en tant que tel d'un « culte légitime » ; sa victoire toutefois n'aurait pas permis la romanisation si bénéfique de la Gaule : « nous savons bien », constate ainsi Bainville, « que nous ne serions pas ce que nous sommes si le grand capitaine romain ne l'avait pas emporté ³⁵ ». Autre avantage de la romanisation des Gaulois : elle a permis à ces derniers de mieux lutter contre les invasions barbares. Le jour où Rome n'a plus été capable de garantir la sécurité des Gaules, les Gaulois étaient déjà profondément latinisés ; ils purent ainsi assimiler à leur tour les Francs, les Burgondes et autres Wisigoths : ainsi ce sont les vaincus, c'est-à-dire les Gaulois romanisés, qui ont conquis leurs vainqueurs barbares.

C'est autour de cette question des invasions barbares et de leurs conséquences que se noue dès le début du XX^e siècle la controverse sur l'enseignement de l'histoire à l'école, controverse qui oppose les théoriciens de l'Action française aux instituteurs et professeurs de l'école de la République. Pour Maurras et ses partisans, l'école républicaine véhiculerait une vision déformée du passé : maintenus en esclavage pendant des siècles par les Francs, les Gaulois se seraient libérés du joug barbare en 1789. Glorifiée par l'historiographie républicaine, la Révolution française est ainsi présentée comme la libération d'un peuple asservi, la revanche des Gaulois sur les envahisseurs barbares. Or c'est dans l'œuvre de Fustel de Coulanges, référence commune de l'Action française et du Cercle éponyme, que se trouve la réfutation la plus claire de cette thèse.

II. Fustel de Coulanges, « grand historien national »

L'Action française aussi bien que le Cercle célèbrent Fustel de Coulanges comme « le grand historien national » : l'expression est employée à de multiples reprises dans les *Cahiers* du Cercle. C'est moins l'auteur de la *Cité antique* qu'ils admirent que celui de l'*Histoire des Institutions politiques*, même si la *Cité antique*, où Fustel démontrait que la famille a d'abord été une association religieuse, a été largement utilisée par la droite organiciste et nationaliste afin d'ériger « la hiérarchie pyramidale des autorités naturelles » : Maurras reprendra cette idée en passant de la famille à la monarchie corporative ³⁶. Fustel de Coulanges présente la particularité de n'être ni un historien de

³⁴ Jacques BAINVILLE, *Les moments décisifs de l'histoire de France*, Paris, Robert Cayla, 1949, p. 67.

³⁵ *Ibid.*, p. 68.

³⁶ Jacques DUPÂQUIER et Antoinette FAUVE-CHAMOUX, « La famille », dans Jean-François SIRINELLI [dir.], *Histoire des droites en France*, op. cit., tome 3, p. 16.

l'Antiquité, ni un historien de la période médiévale : il a consacré vingt-cinq ans de sa vie et dix épais volumes « à traiter de manière continue et systématique l'histoire de la Gaule romaine et de la Gaule " franque " du IV^e au VII^e siècle » sans tenir aucun compte de la distinction traditionnelle entre Antiquité et Moyen Âge ³⁷.

Son *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France* s'inscrit dans un débat qui n'est pas né au XIX^e siècle mais remonte au moins au XVI^e siècle, débat sur le rôle des invasions barbares dans la formation de la nation française à la fin de la période antique. En 1574, François Hotman dans son ouvrage *Franco gallia* est l'un des premiers à affirmer que les Germains ont asservi les Gaulois au moment des invasions barbares du V^e siècle, et que la noblesse française descend de ces vainqueurs d'origine franque. Au XVIII^e siècle cette théorie est reprise notamment par le comte de Boulainvilliers dans son *Histoire de l'ancien gouvernement de la France* (1727) puis dans ses *Essais sur la noblesse de France* (1732) : pour lui la noblesse française appartient à la race des vainqueurs et a soumis les Gaulois vaincus qui constituent le peuple français regroupé dans le Tiers État. La théorie de Boulainvilliers est réfutée en 1734 par l'abbé Dubos dans les trois volumes de son *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules*, où il démontre que ce sont les Germains qui ont été « romanisés », et que la monarchie française descend donc directement de l'Empire romain ; c'est sans doute au XVIII^e siècle également que s'est développé l'usage de qualifier de « germaniste » la première théorie, celle de Boulainvilliers, et de « romaniste » celle de Dubos. Or à partir de 1789, la Révolution française modifie passablement les enjeux du débat ; les révolutionnaires se sont emparés de la théorie « germaniste » pour faire du passé de la France avant 1789 le récit d'un long combat entre deux « races » : celle des nobles et de la monarchie française, héritiers des envahisseurs barbares, dont la domination s'achèverait précisément en 1789 avec la revanche du Tiers État descendant des Gaulois asservis. Ainsi, à partir du XIX^e siècle, ce sont désormais la Révolution et la Contre-Révolution qui vont s'affronter à travers les thèses germaniste et romaniste.

Or ce qui constitue précisément pour l'Action française la « lumineuse démonstration de Fustel de Coulanges ³⁸ », c'est sa réfutation « scientifique » de la théorie germaniste – même si Fustel lui-même a toujours refusé le qualificatif de « romaniste ³⁹ ». Dans ses *Leçons à l'impératrice*, il résume clairement sa théorie relative aux invasions barbares, commençant par relativiser, voire nier, la notion même de conquête : « On dit généralement que les Germains vainqueurs s'emparèrent des terres de la Gaule, se partagèrent et fondèrent un régime féodal. Mais quand on lit les nombreux documents de cette époque, on s'aperçoit que ce sont là autant d'erreurs. Les

³⁷ Claude NICOLET, *La fabrique d'une nation. La France entre Rome et les Germains*, Paris, Perrin, 2003, p. 208.

³⁸ G.-A. PIERRE, « Les origines de la Révolution française », dans *Les cours de l'Institut d'Action française*, 1^{re} année, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1922-1923, p. 158.

³⁹ Claude NICOLET, *La fabrique d'une nation*, op. cit., p. 218.

Germaines n'apportèrent pas chez nous les institutions féodales, par cette raison bien simple qu'ils ne les connaissaient pas en Germanie. De plus, il est certain qu'ils ne s'emparèrent pas du sol, et que les Gaulois conservèrent leurs propriétés et leurs libertés civiles. Ces Germains établis chez nous étaient en fort petit nombre : ils auraient voulu dépouiller les anciens habitants qu'ils ne l'auraient pas pu ⁴⁰. »

C'est en ce sens que Fustel de Coulanges incarne pour l'extrême droite française la figure même du « grand historien national » : c'est parce qu'il a montré que la nation française était l'héritière de l'empire romain, et que ses origines ne devaient rien à une quelconque influence germanique. La reconstruction par Fustel du bienfait des institutions héritées de Rome, son refus du mythe des origines barbares, tout cela ne pouvait évidemment que séduire un Maurras, « si empreint de classicisme et d'antigermanisme ⁴¹ », tout comme les membres du Cercle Fustel de Coulanges : lors du premier banquet annuel du Cercle en juin 1928, son président Louis Dunoyer affirme que la lecture de l'*Histoire des institutions politiques* a constitué pour lui un éblouissement intellectuel, en particulier celle des chapitres « où Fustel montre à quel point les passions démocratiques ont faussé les idées sur ce qu'ont été les invasions du ^v^e siècle, sur les rapports de la population gauloise romanisée avec la soldatesque germanique non point conquérante, mais hospitalisée par l'Empire [romain] ⁴² » ; pour Georges Cantecor, en affranchissant la civilisation française de ses prétendues origines germaniques, « Fustel l'a ramenée nécessairement à sa vraie source, la civilisation gréco-romaine ⁴³ ».

Mais outre l'affirmation de la continuité latine et de l'absence d'influence germanique dans l'histoire française, ce qui séduit l'Action française ⁴⁴ comme le Cercle Fustel de Coulanges dans cette thèse, c'est qu'elle offre du passé de la France une image harmonieuse : alors que pour les historiens républicains, l'histoire de France se résume à une longue guerre civile entre conquérants et peuple conquis, l'affrontement se terminant en 1789 par la victoire de ce dernier, l'histoire de Fustel tout au contraire « est la seule histoire de France qui ne soit pas de *guerre civile* et ne contienne pas ce stimulant secret pour nos luttes de classes. Elle révèle, elle enseigne l'unité fondamentale de notre patrie ⁴⁵ ». Avec Fustel en effet, il n'est plus question de deux « races » dressées l'une contre l'autre : « En nous instruisant véridiquement de nos origines, Fustel de Coulanges a réconcilié les Français les uns avec les autres, et la France avec elle-

⁴⁰ *Leçons à l'impératrice sur les origines de la constitution française*, 1930, p. 146.

⁴¹ François HUGUENIN, *À l'école de l'Action française*, op. cit., p. 104.

⁴² *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 1^e année, n° 1, octobre 1928.

⁴³ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 5, mai 1930.

⁴⁴ Charles MAURRAS, *La Revue hebdomadaire*, 25 novembre 1899, repris dans le *Dictionnaire politique et critique*, article « Fustel de Coulanges ».

⁴⁵ Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas. Chronique d'une renaissance, 1895-1905*, Versailles, Bibliothèque des œuvres politiques, 1928 [1913], p. 66. C'est Maurras qui souligne.

même ⁴⁶. » En détruisant l'erreur de François Hotman, ce « Français d'origine allemande », Fustel a invalidé l'hypothèse d'une aristocratie de conquérants ayant asservi tout un peuple jusqu'à la fin du XVIII^e siècle : « Il détruit toutes les autres légendes par quoi, depuis Hotman jusqu'à Guizot, on a semé des germes de discorde et de guerre civile entre Français. En même temps qu'il reconstruisait l'histoire vraie, il rétablissait l'harmonie française. Il était à la fois un grand historien et un bienfaiteur de la patrie ⁴⁷. » Son enseignement redonne à la France confiance en son génie national ; en lui rendant la fierté de son passé, il la prémunit aussi pour l'avenir : si quelque autre invasion barbare survenait, « nous pourrions trouver en nos vertus héréditaires [...] les moyens d'y faire face et de la surmonter ⁴⁸ ».

Savoir si Fustel de Coulanges aurait apprécié la récupération de sa théorie au profit de l'idéologie du nationalisme intégral est évidemment impossible à déterminer. À vrai dire, cela ne préoccupe guère ses thuriféraires d'extrême droite. Pour Louis Bertrand, dans le discours qu'il prononce lors du banquet du Cercle en juin 1928, « on peut discuter sur la pensée intime de l'illustre historien », sur ce que furent ses opinions politiques ou religieuses ; mais là n'est pas l'essentiel : ce qui importe, c'est que Fustel « a fortifié en nous le sentiment national et augmenté notre fierté d'être Français ⁴⁹. » Dans un article de mai 1930, Georges Cantecor déplore que Fustel ait nourri « un vif préjugé contre la monarchie » ; il trouve cependant une explication à cet anti-monarchisme de Fustel, qui ne cadre guère avec le royalisme d'Action française : « C'est que, l'identifiant assez étrangement à la tyrannie grecque, au régime impérial romain, au césarisme moderne, il voyait en [la monarchie] une forme et un moyen de la démocratie ⁵⁰. » Par cette démonstration passablement acrobatique, Cantecor parvient à rattacher Fustel à l'Action française sur la base d'une hostilité commune à la démocratie. Au-delà des opinions personnelles de Fustel, seule compte sa réfutation des origines franques de la nation et donc de la monarchie françaises. De même l'attachement de Fustel à l'objectivité et à la « chasteté de l'histoire » – on connaît sa célèbre formule : l'histoire est une science, le patriotisme une vertu – est-il balayé d'un revers de manche : « En vain [Fustel] nous dit-il [...] que l'historien n'a pas à flatter l'amour-propre national. On sent partout en ses *Institutions politiques* cet impérieux besoin de comprendre et d'être juste que peuvent seuls inspirer à ce degré le respect et l'amour ⁵¹. » Maurras pour sa part va plus loin encore en affirmant que la doctrine de Fustel de Coulanges comporte des conséquences d'autant plus implacables qu'elles n'ont pas été envisagées

⁴⁶ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 5, mai 1930.

⁴⁷ G.-A. PIERRE, « Les origines de la Révolution française », dans *Les cours de l'Institut d'Action française*, op. cit., p. 160.

⁴⁸ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 5, mai 1930.

⁴⁹ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 1^{re} année, n° 1, octobre 1928.

⁵⁰ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 5, mai 1930.

⁵¹ *Ibid.*

par Fustel lui-même. La thèse de Fustel est en quelque sorte d'autant plus valable qu'elle n'était pas sous-tendue chez son auteur par des arrière-pensées politiques : il n'a pas été guidé par un sentiment anti-allemand car sa théorie des origines de la nation française a été élaborée dès avant 1870 et le choc de la défaite contre la Prusse. Ses vues sur les invasions barbares « étaient donc inspirées par des raisons d'ordre intellectuel pur. Son cœur français n'y était pour rien ⁵² ».

Or, loin de méditer cet enseignement de Fustel, les républicains de la III^e République, héritiers des révolutionnaires de 1789, en ont pris au contraire l'exact contre-pied, adoptant la thèse « germaniste » pour jeter un opprobre définitif sur l'Ancien régime et entretenir la discorde nationale. Sur le plan politique, l'exaltation de la continuité latine se traduit donc par une opposition constante à la République, que ce soit dans son œuvre scolaire ou dans sa politique étrangère.

III. Défense et illustration de la latinité : une opposition constante à la République

Pour les membres du Cercle Fustel de Coulanges, enseignants eux-mêmes, le plus urgent est de réformer l'enseignement, et en particulier l'enseignement de l'histoire de France qui leur paraît particulièrement biaisé. Reprenant à leur compte la théorie « germaniste », les historiens républicains en effet, à la suite des historiens romantiques de la première moitié du XIX^e siècle, donneraient aux jeunes Français une image totalement fautive du passé national. Pierre Heinrich, membre du Cercle Fustel de Coulanges, dénonce en 1929 « cette scandaleuse déformation de notre histoire nationale [...] qui, en inspirant aux enfants de France le mépris et la haine de notre passé, aboutit à tarir en eux la source même du patriotisme ⁵³. » Que démontrent les « historiens démocrates » d'après Pierre Heinrich ? Faisant leur la théorie de « l'historiographie allemande si magistralement réfutée par Fustel », ils affirment que les tribus franques ont été « les instruments d'une conquête brutale de notre pays » : en conséquence, ils présentent l'histoire de France depuis le V^e siècle comme « l'effort continu d'un peuple opprimé par les trois grandes forces sorties des invasions barbares, la monarchie capétienne, la noblesse féodale et l'Église catholique, pour revendiquer ses droits et conquérir sa liberté ⁵⁴. » La Révolution française marquant le début de cette conquête, les historiens républicains auraient tendance à dénigrer systématiquement l'Ancien Régime pour mieux exalter 1789 et ses conséquences ; c'est l'enseignement primaire qui serait le plus touché, les manuels à destination des écoliers présentant du passé national la vision la plus schématique. Développée par le Cercle Fustel de Coulanges, cette critique avait été

⁵² Charles MAURRAS, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, op. cit., p. 64.

⁵³ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 1^{re} année, n° 3, février 1929.

⁵⁴ *Ibid.*

formulée par l'Action française dès avant la Première Guerre mondiale, notamment par Georges Valois et François Renié dans un ouvrage de 1911 sur les manuels scolaires. D'après Valois et Renié, l'école laïque enseigne ce qu'ils appellent « la religion des primaires » ; œuvre de « quelques docteurs de Sorbonne, soutenus par quelques hauts fonctionnaires et quelques têtes délirantes de la vie publique ⁵⁵ », les manuels scolaires du primaire partent tous du même postulat : « l'histoire du peuple français est celle de son affranchissement ⁵⁶. » Or en apprenant aux petits Français à détester l'Ancien Régime et ses rois, en leur enseignant à haïr le passé de la France jusqu'en 1789, c'est « le sentiment traditionnel du patriotisme » que l'on étouffe chez eux ⁵⁷. Le Cercle Fustel de Coulanges n'est pas le seul à se battre pour le retour du sentiment national à l'école. Créée en 1934 par Serge Jeanneret, l'association l'École française déclare vouloir se battre pour la défense du patriotisme dans l'école primaire, et contre tous ceux qui « propagent les erreurs révolutionnaires ⁵⁸ ». Dans la revue éponyme, on retrouve d'ailleurs Pierre Heinrich qui mène des offensives régulières sur « l'histoire contre la France ⁵⁹ », telle qu'elle est faite par Lavisie notamment ; il dénonce dans ses articles tous les historiens « idéologues » qui « ne font du passé monarchique qu'un objet à haïr, au profit d'une révolution française qui aurait mis fin à cette tyrannie ⁶⁰ ».

C'est en effet Lavisie, incarnation de « l'instituteur national », qui est au centre des critiques : son manuel à destination des élèves du primaire est le plus répandu ; d'après G.-A. Pierre, qui enseigne à l'Institut d'Action française au début des années 1920, six millions d'enfants auraient étudié l'histoire dans le *Lavisie* depuis la fin du XIX^e siècle. Or le *Lavisie* décrit les Gaulois comme un peuple ignorant, incapable d'invention et d'innovations, et va même jusqu'à juger également barbares Gaulois et Germains, « sans rien dire de l'influence civilisatrice que les premiers exercèrent sur les seconds » : « Ce sont donc six millions de crânes bourrés ! Six millions d'enfants en qui on a essayé d'obscurcir de saines et claires idées françaises et la belle histoire de leur race au moyen de mensonges ⁶¹ ».

L'enseignement secondaire serait moins touché que le primaire par cette déformation du passé national. Pour G.-A. Pierre, la réfutation du *Lavisie* des écoliers se

⁵⁵ Sont nommément cités : Aulard, Brunot, Seignobos, Séailles, Durkheim, Lévy-Bruhl et Bouglé.

⁵⁶ Georges VALOIS et François RENIÉ, *Les manuels scolaires. Étude sur les religions des primaires*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1911, p. XIV et p. 14.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 25.

⁵⁸ « Qu'est-ce que l'École française ? », dans *l'École française* du 10 octobre 1936.

⁵⁹ Pierre Heinrich publie des articles sur ce sujet dans *l'École française* des 25 décembre 1934, 25 janvier 1935, 10 février 1935, 5 avril 1935, 10 novembre 1935 et 25 mars 1936.

⁶⁰ Cité dans Jean-Michel BARREAU, *Vichy contre l'école de la République*, Paris, Flammarion, 2000, p. 104.

⁶¹ G.-A. PIERRE, « Les origines de la Révolution française », dans *Les cours de l'Institut d'Action française, op. cit.*, p. 32.

trouve dans la grande *Histoire de France des origines jusqu'à la Révolution*, manuel destiné aux lycéens cette fois : ce second Lavisser « reconnaît le développement de l'agriculture en Gaule, l'abondance des moyens de communication, l'habileté des Gaulois dans le travail des métaux, dans l'industrie des voitures, dans les constructions navales et la navigation ⁶². » Il y a donc contradiction flagrante entre deux ouvrages destinés à deux publics différents – à une époque où l'enseignement secondaire est encore payant. Pour l'Action française, c'est le signe qu'en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire, « la science, en démocratie, a deux faces : l'une pour l'élite, l'une pour le peuple » : ceux que la République cherche à tout prix à maintenir dans l'erreur, ce sont les enfants du peuple, c'est-à-dire « la majorité des électeurs futurs ⁶³ ».

Qui plus est, depuis le passage au pouvoir du Cartel des Gauches, entre 1924 et 1926, l'enseignement primaire se serait encore passablement détérioré. Les fondateurs du Cercle Fustel de Coulanges reprochent à Herriot d'avoir amorcé un rapprochement avec l'Allemagne et d'avoir remplacé dans l'enseignement français « l'exaltation du dévouement militaire à la patrie par le panégyrique de la Société des Nations ⁶⁴ ». Or, comme l'Athènes antique, la France contemporaine risque de décliner pour avoir négligé ses devoirs militaires : « Est-on bien sûr », écrit Henri Boegner, « qu'une fois de plus une nation plus civilisée, faute de précautions, faute de discipline politique et sociale, ne se laissera pas submerger par des voisins qui valent moins qu'elle, mais qui ont su rester fortes ? » ; de même existe-t-il beaucoup de points communs entre la France de l'entre-deux-guerres et l'empire romain en décadence où régnait « l'inertie de l'esprit public, l'individualisme, l'utilitarisme », autant de caractéristiques dans lesquelles on peut reconnaître « certains des traits de la France contemporaine ⁶⁵ ». Les *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, au fil des numéros, multiplient ainsi les comparaisons avec les périodes de décadence de l'Antiquité ⁶⁶.

Pour tenter d'enrayer le processus de déclin, il est donc urgent de restaurer le patriotisme à l'école, en faisant connaître aux enfants la véritable histoire de leur pays. Le Français en effet, au mieux ignore son passé, au pire en a honte, sauf de celui qui s'est déroulé après la Révolution française et qu'on lui a indûment appris à aimer. Deux membres du Cercle Fustel de Coulanges, Pierre Heinrich et Antoinette de Beaucorps, s'attellent à partir de la fin des années 1920 à la rédaction d'un manuel d'histoire destiné aux enfants des écoles primaires. Le projet est placé sous les auspices de Fustel de Coulanges et aurait reçu, selon ses auteurs, « la plus haute approbation du grand

⁶² *Ibid.*, p. 38.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, nouvelle série, 1^{re} année, n° 1, décembre 1953.

⁶⁵ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 2^e année, n° 1 et 2, octobre 1929.

⁶⁶ Par exemple en 1932 un article d'André JOUSSAIN intitulé « L'empire romain et nous. Sommes-nous en décadence ? », *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 5^e année, n° 1, octobre 1932.

historien et du grand patriote dont il a voulu s'inspirer ⁶⁷ : il s'agit de « réconcilier les Français avec leur passé ⁶⁸ », de démontrer aux enfants des écoles qu'il n'y a pas de solution de continuité entre l'empire romain et la France actuelle, que les envahisseurs germains se sont fondus dans l'héritage gallo-romain beaucoup plus qu'ils n'ont imprimé leur marque à l'ancienne France. Dans cette optique, Heinrich et Beaucorps se proposent d'insister sur un certain nombre d'épisodes de l'histoire de France qui leur paraissent particulièrement significatifs, notamment le baptême de Clovis, jour où « le Franc a définitivement répudié le germanisme pour épouser la latinité ⁶⁹ ». Paru en 1933, le manuel d'histoire de Pierre Heinrich et Antoinette de Beaucorps à destination des écoliers du cours moyen reprend effectivement les conceptions développées par l'Action française et le Cercle Fustel de Coulanges pour la période de l'Antiquité et du haut Moyen Âge : si Vercingétorix est « le premier héros du patriotisme de notre histoire », les plus intelligents parmi les Gaulois comprennent que Rome « leur a épargné la conquête germanique, c'est-à-dire le retour à la plus brutale barbarie ⁷⁰ ».

La dichotomie entre latinité et barbarie vient également nourrir et renforcer le sentiment anti-allemand de l'extrême droite française, en tout cas jusqu'au déclenchement du second conflit mondial. Dans les années 1930, la doctrine de l'Action française en matière de politique extérieure se résume à un antigermanisme sans nuances, résumé en 1937 dans l'ouvrage de Maurras *Devant l'Allemagne éternelle, Gaulois, Germains, Latins. Chronique d'une Résistance*. Il n'y a pas toutefois chez Maurras d'antnazisme spécifique car il ne distingue pas entre l'Allemagne de Guillaume II et celle de Hitler : pour lui, tous les Allemands sans exception sont des barbares ⁷¹. La véritable guerre, explique Léon Daudet dans *L'Action française* du 6 avril 1935, oppose le germanisme à la latinité : c'est une véritable « union latine » qui doit donc fédérer les nations riveraines de la Méditerranée, en particulier l'Italie et l'Espagne ⁷². La priorité est à l'alliance avec l'Italie, dont le régime politique n'est pas comparable à celui de l'Allemagne et « dont toute l'histoire souligne la communauté de destin et d'aspirations avec la France ⁷³ ». Au nom de cette communauté latine, le Cercle Fustel de Coulanges, tout comme l'Action française, s'oppose fermement aux sanctions votées par la France contre le régime de Mussolini après l'invasion de l'Éthiopie. S'adressant à Maurras qu'il compare à Cicéron, lors du banquet annuel du Cercle en 1937, Decerf revient sur les liens entre la France et l'Italie, à travers l'héritage de la Rome antique : « Disciples de

⁶⁷ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 5^e année, n° 1, octobre 1932.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 3^e année, n° 6, juillet 1931.

⁷⁰ Antoinette de BEAUCORPS et Pierre HEINRICH, *Histoire de France*, cours moyen, manuel à l'usage du certificat d'études primaires, Paris, Librairie de l'Arc, 1933, p. 12.

⁷¹ Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française*, *op. cit.*, p. 79-80.

⁷² Cité dans Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française*, *op. cit.*, p. 84.

⁷³ *Ibid.*

Fustel de Coulanges, nous sommes les dépositaires de l'esprit latin que, professeurs, nous transmettons aux jeunes Français. Or c'est contre l'Italie, la patrie de nos ancêtres, l'éducatrice de notre nation [...] qu'on voulait nous précipiter. Mais vous, qui sentez battre en votre poitrine un vieux cœur de citoyen romain, vous nous avez gardés de cette honte ⁷⁴ ». Maurras a stigmatisé en effet, sous le vocable d'« assassins de la paix, assassins de la France », les 140 parlementaires français qui se sont prononcés en faveur des sanctions contre l'Italie ⁷⁵. De la même façon, le déclenchement de la guerre d'Espagne provoque un ralliement général à Franco, seul capable de maintenir le courant intellectuel entre la « vraie Espagne » et la « vraie France ⁷⁶ » et donnant l'exemple d'« un sursaut national contre la menace communiste et la défense de la civilisation latine et chrétienne ⁷⁷ ».

Après une interruption de quelques mois consécutive à la débâcle de juin 1940, le Cercle reprend ses activités et les *Cahiers* recommencent à paraître un an plus tard, au mois de juin 1941. Les rédacteurs se félicitent de l'avènement de l'État français et des premières mesures adoptées par le maréchal Pétain ⁷⁸ en matière d'éducation : la restauration du patriotisme à l'école avec la généralisation du salut aux couleurs ⁷⁹, ou encore la réintroduction des humanités classiques dans l'enseignement secondaire ⁸⁰. D'autre part, dès 1941, Vichy annonce la révision des manuels scolaires destinés au primaire, en particulier les manuels d'histoire. Pour certains membres du cercle cependant, les choses ne vont pas assez vite ; dans un ouvrage paru en 1942, Emile Bocquillon constate que même la « terrible leçon » de 1940 n'a pas porté ses fruits : en 1942 le patriotisme n'est toujours guère enseigné à l'école ⁸¹. Il est vrai que pour des raisons matérielles – le manque de papier notamment –, le régime de Vichy n'a pas pu mener à bien la révision des manuels scolaires.

Si les *Cahiers* cessent de paraître en 1944, le Cercle se reconstitue rapidement car l'urgence semble la même qu'avant la guerre : soustraire la jeunesse française « au péril de la dénationalisation et de l'asservissement qui la guette ⁸². » Toutefois, si dans les années 1950 Fustel reste la figure tutélaire de cette association d'enseignants, il est lui-même devenu objet d'histoire pour ceux qui continuent à se réclamer de lui. Ce sont

⁷⁴ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 10^e année, n° 2, novembre 1937.

⁷⁵ Cité dans Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française*, *op. cit.*, p. 85.

⁷⁶ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 10^e année, n° 2, novembre 1937.

⁷⁷ Cité dans Jacques PRÉVOTAT, *L'Action française*, *op. cit.*, p. 85.

⁷⁸ Avant la guerre, le maréchal Pétain avait souvent été accueilli par le Cercle Fustel de Coulanges, pour des chroniques scolaires ou des présidences de banquet. Cf. Jean-Michel BARREAU, *Vichy contre l'école de la République*, *op. cit.*, p. 53.

⁷⁹ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 12^e année, n° 1, juin 1941.

⁸⁰ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, 12^e année, n° 2, novembre 1941.

⁸¹ Émile BOCQUILLON, *Dieu et la Patrie à l'école*, Paris, Éd. Baudinière, 1942, p. 6.

⁸² *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, Nouvelle série, 1^{re} année, n° 2, mars 1954.

des thématiques faisant moins directement référence au passé lointain de la France qui s'imposent désormais dans les colonnes des *Cahiers* ressuscités en 1953. La question est moins en effet celle du régime politique – république se réclamant de la Révolution française contre monarchie garante de la continuité latine – que du danger marxiste qui menacerait la France, et par là son système éducatif. Aussi l'arrivée au pouvoir de De Gaulle le 13 mai 1958 est-elle vécue comme une nouvelle étape dans la vie du Cercle Fustel de Coulanges, l'occasion, pour la première fois de son existence, de se mettre au service du nouveau pouvoir en place, « de l'aider, au besoin de l'inciter à exercer sa puissance au service du bien public ⁸³. » C'est une nouvelle histoire qui commence.

CATHERINE VALENTI

Université de Toulouse II – Le Mirail

UFR d'Histoire, Arts et Archéologie

5, allées Antonio Machado

F-31058 Toulouse

cathy.valenti@wanadoo.fr

⁸³ *Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges*, Nouvelle série, 5^e année, n° 4, décembre 1958.